



DEPUTE-E-S COMMUNISTES

Communiqué

Paris, 14 novembre 2017

Les projets du gouvernement dans l'audiovisuel s'apparentent à un grand plan social

Le Budget 2018, présenté par la ministre Françoise Nyssen aujourd'hui, se place à des années-lumière de la défense d'une télévision émancipatrice et créatrice, pourtant chère aux salariés du secteur.

Les représentants de France Télévisions ont été prévenus très tardivement de la baisse considérable de leur budget. Pire encore, hier soir, en pleine discussion budgétaire, les salariés apprennent par voie de presse les mesures prévues pour le secteur de l'audiovisuel :

- Regroupement de France Télévisions, Radio France et les autres sociétés du secteur au sein d'une structure commune, une « holding ».
- Suppression de France Ô
- Transformation de France 4 et de la radio Le Mouv' à une diffusion seulement numérique.

Projet qui a tout d'un grand plan social et d'une mise en péril du secteur public audiovisuel et radiophonique.

La ministre a même affirmé que « le budget de la culture ne baisse pas » en signifiant par là même que la culture et l'audiovisuel public étaient deux secteurs distincts. Faut-il rappeler que les missions de l'audiovisuel public sont bien d'informer, de distraire mais également d'éduquer ?

Si ce n'est pas une maladresse, cela ressemble trop à du mépris de classe.

Pourtant, le budget prévoit **une diminution des ressources de France Télévisions de l'ordre de 50 millions d'euros** tant par rapport au budget de 2017 que par rapport au Contrat d'objectifs et de moyens pour la période 2016-2020.

En plus de cela, la perte des recettes publicitaires liée à l'interdiction de la publicité dans les programmes jeunesse à compter de janvier 2018 s'élevant à 17 millions d'euros en moins n'est pas compensée - alors même que cela était une promesse faite par l'Etat. Interdiction qui, pour rappel, ne concerne pas les chaînes privées !

France Télévisions s'était déjà engagée à travers ce COM dans un plan de réduction d'emplois de 500 postes d'ici 2020, dont 180 en 2018.

Après de nombreuses coupes, c'est un nouveau plan social qui s'annonce.

Nous demandons une vraie réflexion collective sur le rôle, l'organisation, le financement et l'avenir du secteur audiovisuel public.

Les solutions existent, nous en proposons :

- Renforcer la taxe sur les recettes publicitaires des chaînes privées : nous ne pouvons demander à France TV de supprimer progressivement les publicités sans demander dans le même temps un effort au moins égal aux chaînes privées - qui négocient actuellement une troisième coupure publicitaire en soirée !
- Moderniser la contribution à l'audiovisuel public.

Ces mesures relèvent largement du domaine du possible, dès lors qu'elles sont motivées par une réelle volonté politique.

Les moyens dédiés aux médias et à la presse, donc à la culture, sont la condition sine qua none de la bonne santé démocratique de notre pays. Votre budget ne tient pas compte de cette responsabilité et reste pieds et mains liés au marché. C'est pour ces raisons que le groupe communiste votera contre ce budget.

Les Députés communistes tiennent à exprimer **leur solidarité avec les salarié-es de France télévisions face à cette menace, renforcée sur leurs emplois et sur l'ensemble du secteur de l'audiovisuel public.**

Elsa Faucillon, députée des Hauts-de-Seine et membre de la commission de la Culture et de l'Éducation, exprimera la position du groupe dans l'hémicycle

ce soir dans le cadre de la discussion du budget de la mission médias, livres et industries culturelles et avances à l'audiovisuel public.

Contact presse : 01 40 63 60 84 ou 06 74 11 62 77